

BUREAU METROPOLITAIN DU mardi 11 janvier 2022

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION		
<p style="text-align: center;">N° 2 2 / 1</p> <p style="text-align: center;">CONVENTION D'ACCOMPAGNEMENT TRIPARTITE ENTRE LE CAUE DU VAR - LA METROPOLE ET LA VILLE DE CARQUEIRANNE - AUTORISATION DE SIGNATURE</p>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI,
M. Robert BENEVENTI,
Mme Nathalie BICAIS,
M. Robert CAVANNA, M.
Yannick CHENEVARD, M.
Jean-Pierre COLIN, M.
Hubert FALCO, M. Jean-
Pierre GIRAN, M. Arnaud
LATIL, M. Jean-Louis
MASSON, M. Ange MUSSO,
M. Francis ROUX, M. Jean-
Sébastien VIALATTE, M.
Gilles VINCENT

ABSENTS :

M. Christian SIMON, M.
Hervé STASSINOS

DECISION METROPOLITAINE

N° 2 2 / 1

BUREAU DU 11 janvier 2022

**OBJET : CONVENTION D'ACCOMPAGNEMENT TRIPARTITE
ENTRE LE CAUE DU VAR - LA METROPOLE ET LA
VILLE DE CARQUEIRANNE - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU METROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création
de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations
au Président et au Bureau,

VU la convention cadre de partenariat et de coopération scientifique
et pédagogique entre la Métropole TPM et le CAUE du Var en date du
10 janvier 2020,

CONSIDERANT que la commune de Carqueiranne et la Métropole TPM ont la volonté, en l'absence de Plan Local d'Urbanisme, de définir un projet urbain global qui servira de cadre aux différentes actions d'aménagement et de construction,

CONSIDERANT que la commune de Carqueiranne et la Métropole souhaitent définir les principes d'une urbanisation cohérente du centre-ville en renforçant ses liens, notamment par les modes doux, avec le port et le littoral,

CONSIDERANT que le projet de Plan Local d'Urbanisme, en cours d'étude, prévoit la création d'une zone d'urbanisation future de 5 ha dans le quartier de la Trélette, à deux pas de la mairie, qui concentre de nombreux enjeux de densification, équipements publics, stationnements, création de logements...,

CONSIDERANT que l'EPF PACA est titulaire d'une convention sur ce périmètre et devra engager un dialogue compétitif avec des porteurs de projets, il est nécessaire de fournir des éléments de cadrage de l'urbanisation de ce site qui sera une pièce importante du projet urbain de la ville,

CONSIDERANT que, pour les accompagner dans cette démarche, la commune de Carqueiranne et la Métropole ont sollicité le concours du CAUE du Var,

CONSIDERANT que la proposition d'accompagnement faite par le CAUE du Var correspond aux attentes de la ville et de la Métropole,

CONSIDERANT qu'il convient de formaliser cette mission par la signature d'une convention tripartite entre la ville de Carqueiranne, la Métropole TPM et le CAUE du Var,

CONSIDERANT que, depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole est compétente de plein droit en matière de planification, elle portera financièrement cette convention pour un montant de 5 000 €,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention d'accompagnement tripartite ci-annexée.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération n°713, article n°202, Budget Principal 2022.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

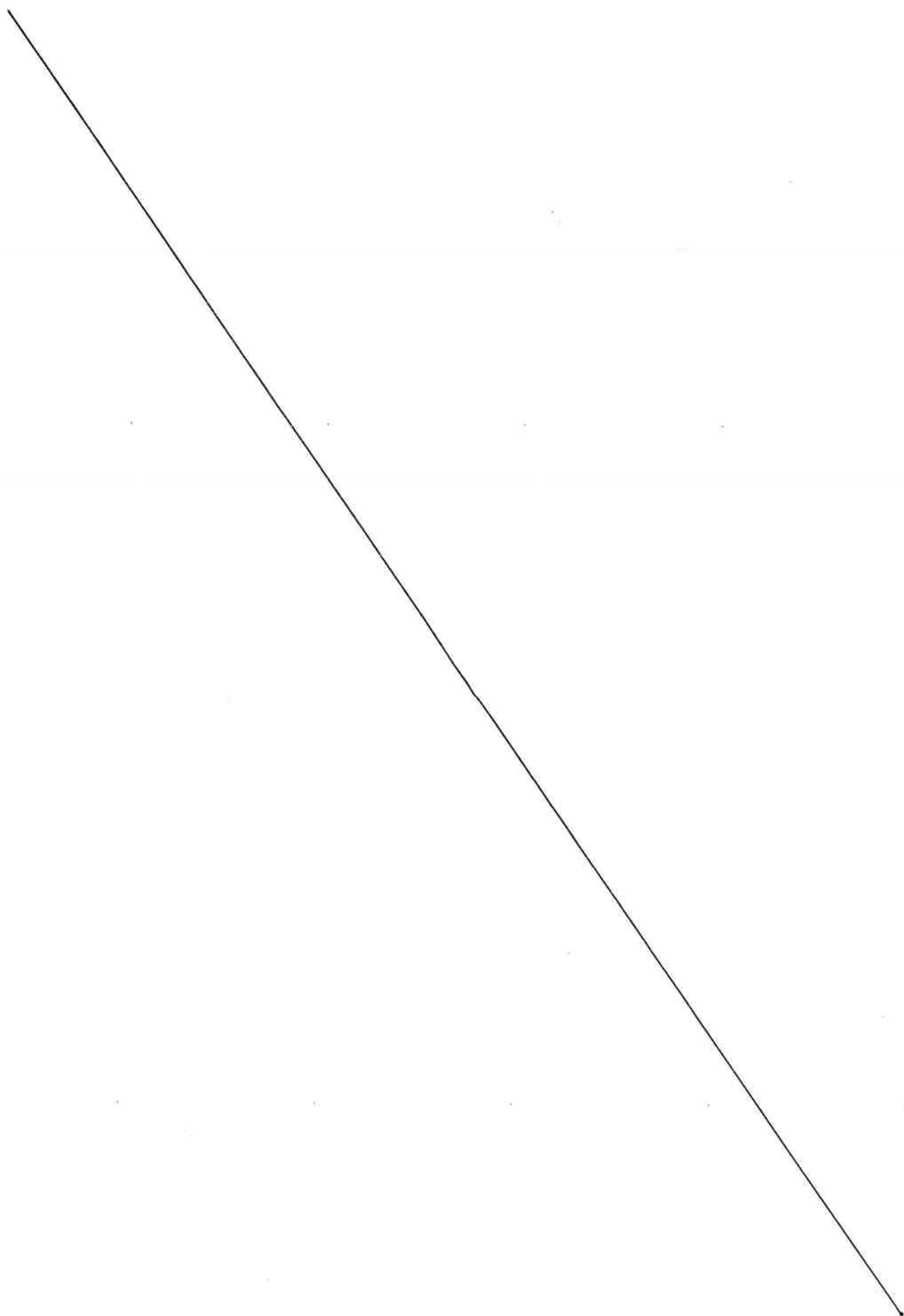
Fait à TOULON, le 11 janvier 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR :	14
CONTRE :	0
ABSTENTION :	0



CONVENTION D'ACCOMPAGNEMENT TRIPARTITE

Mission de conseil pour la définition d'un schéma de programmation urbaine de divers équipements publics de la commune de Carqueiranne.

Métropole Toulon Provence Méditerranée

Entre

La « Métropole Toulon Provence Méditerranée », dont le siège social est situé 107 boulevard Henri Fabre, 83 000 Toulon, N° de SIRET 248 300 343 00076, représentée par son Président, **Monsieur Hubert FALCO**, ancien ministre

et

La commune Carqueiranne sise rue de la République, 83320 Carqueiranne, N° de SIRET 218 300 341 00011, représentée par son Maire, **Monsieur Arnaud LATIL**

et

Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement du Var (CAUE VAR)», dont le siège social est situé 26 place Vincent Raspail, 83000 Toulon, mandataire légal, autorisé par délibération du Conseil d'administration du 10 novembre 2021 et par l'article 11 des statuts, représenté par son Président **Monsieur Marc LAURIOL**

PREAMBULE

Considérant que :

L'architecture est une expression de la culture. La création architecturale, la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant, le respect des paysages naturels ou urbains ainsi que du patrimoine sont d'intérêt public. (Article 1 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;

Le CAUE a pour but de promouvoir la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement avec le souci permanent de les adapter aux particularités locales. Créé à l'initiative du Conseil Départemental, c'est une association à but non lucratif qui exerce une mission de service public ;

Le CAUE poursuit, sur le plan local, les objectifs définis au plan national en vue de promouvoir la qualité de l'architecture et de son environnement (...); (article 6 la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;

Le CAUE ne peut être chargé de maîtrise d'œuvre ; (article 7 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;

Il met à disposition sa connaissance du territoire départemental ;

Le programme d'activité du Conseil d'Architecture d'Urbanisme et d'Environnement, arrêté par son conseil d'administration et approuvé par l'assemblée générale, prévoit la mise en place possible de conventions d'accompagnement.

Le CAUE a pour mission de développer l'information, la sensibilité et l'esprit de participation du public dans le domaine de l'architecture, de l'urbanisme, de l'environnement et du paysage.

Il contribue, directement ou indirectement, à la formation et au perfectionnement des élus, des maîtres d'ouvrage, des professionnels et des agents des administrations et des collectivités qui interviennent dans le domaine de la construction.

Le CAUE dispose de droit de l'agrément mentionné à l'article L. 1221-1 du code général des collectivités territoriales.

Il fournit aux personnes qui désirent construire ou rénover un bâtiment ou aménager une parcelle, les informations, les orientations et les conseils propres à saisir les enjeux paysagers des sites urbains et ruraux concernés et à assurer la qualité architecturale des constructions, sans toutefois se charger de la maîtrise d'œuvre.

Le CAUE VAR dans un souci permanent de répondre aux missions qui lui sont confiées tout en s'adaptant aux besoins de ses différents publics souhaite aujourd'hui dans des démarches transversales tisser des liens avec l'ensemble des acteurs de la construction des paysages naturel et bâti.

Il est à la disposition des collectivités et des administrations publiques qui peuvent le consulter sur tout projet de paysage, d'urbanisme, d'architecture ou d'environnement.

Ceci exposé, il est arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

Au regard de la convention cadre de partenariat et de coopération scientifique et pédagogique signée le 10/01/2020 entre la Métropole Toulon Méditerranée et le CAUE Var, la présente convention a pour objet une mission d'accompagnement de la commune de Carqueiranne qui est membre de la Métropole Toulon Provence Méditerranée. Elle est soumise au Règlement National d'Urbanisme (RNU). L'absence de Plan Local d'Urbanisme, confère à ses enjeux de protection du cadre de vie, de ses paysages et de son patrimoine architectural, une grande sensibilité dans un contexte de grande pression foncière et touristique.

La municipalité a la volonté de définir un projet urbain global qui servira de cadre aux différentes actions d'aménagement et de construction et à la mise au point des règlements d'urbanisme.

Soucieuse de la préservation du cadre naturel et agricole du territoire, elle a pour objectif de préserver l'équilibre d'un tiers des terres agricoles, un tiers d'espaces forestiers et un tiers d'espaces urbanisés. Elle a créé à cet effet une Zone Agricole Protégée.

Elle souhaite définir les principes d'une urbanisation cohérente du centre-ville en renforçant ses liens, notamment les modes doux, avec le port et le littoral.

Le projet de P.L.U. en cours d'étude prévoit la création d'une zone 1AUh de 5ha dans le quartier des Trélettes à deux pas de la mairie qui concentre de nombreux enjeux : densification, équipements publics, stationnements, création de logements, etc. L'EPF PACA est titulaire d'une convention sur son périmètre et devra engager un dialogue compétitif avec des porteurs de projets. Il est nécessaire de fournir des éléments de cadrage de l'urbanisation de ce site qui sera une pièce importante du projet urbain de la commune. L'urbanisation de cette zone devra donc s'inscrire dans la cohérence d'un schéma de programmation urbaine global.

La place du village accueille de nombreux équipements publics, mais peu de commerces et du stationnement. Elle est donc assez peu vivante hors animations publiques. La municipalité souhaite réfléchir à sa dynamisation en procédant éventuellement à une redistribution des équipements présents.

L'objet de cette mission porte sur **la définition schéma de programmation urbaine pour l'aménagement et le développement du centre-ville.**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée et la commune de Carqueiranne sollicitent les compétences du CAUE Var dans ce cadre.

ARTICLE 2 : CONTENU DE LA MISSION

Le CAUE VAR apportera tous les conseils, orientations et prescriptions propres à fournir à la commune les éléments lui permettant d'arrêter ses choix programmatiques et d'opportunité avec un objectif de qualité urbaine, architecturale, paysagère et environnementale et d'adaptation au contexte du site. Le CAUE-Var établira également la fiche de route pour la conduite des études de projet.

1- Le CAUE procèdera à une analyse diagnostic du fonctionnement urbain, ses forces et ses faiblesses. Cette analyse devra porter sur un périmètre élargi qui sera défini par l'étude elle-même en fonction des entités structurantes. Pour la réalisation de ce diagnostic, il procèdera à la synthèse et l'actualisation des études déjà réalisées et des bilans de concertation déjà engagés.

A la demande de la commune, il pourra être organisé des ateliers de concertation qui donneront lieu à la signature d'un avenant le cas échéant.

2- Sur la base de ce diagnostic, le CAUE proposera la formalisation d'un schéma général de programmation urbaine. Ce schéma devra permettre à la Ville et à la Métropole de mettre en place une démarche cohérente globale d'aménagement ou d'équipement. Il sera composé de fiches d'actions qui présenteront :

- o les objectifs de chaque action,
- o les contraintes de site,
- o les prescriptions physiques architecturales, urbaines et paysagères
- o les besoins préalables en terme soit d'études connexes (par exemple : relevé de géomètre, étude de trafic, études de sols, etc.) soit d'aménagement ou d'équipement préalable.
- o Un chiffrage prévisionnel par action.

Il proposera un plan de phasage et de programmation pluriannuel.

Ce travail sera mené en concertation étroite avec les élus et les techniciens de la collectivité (Ville et Métropole). Il fera l'objet de plusieurs simulations avant définition d'un schéma cadre global.

Le degré de définition des rendus sera celui d'une programmation urbaine. Les éléments graphiques se présenteront sous forme de schémas fonctionnels sans échelle. Les documents sur support cartographique seront traités au 1/2000 ou 1/1000 maximum.

ARTICLE 3 : MOYENS MIS EN OEUVRE

Le CAUE-Var mettra en œuvre tous les moyens humains et techniques à sa disposition pour réaliser la mission. En particulier, il missionnera le prestataire Urbaniste qui lui semblera, après consultation parmi les bureaux d'études retenus dans le cadre de son accord-cadre annuel, représenter le meilleur appui.

ARTICLE 4 : DEROULEMENT DE LA MISSION

Dès réception de la présente convention d'accompagnement signée par la commune et la Métropole, le CAUE-Var procèdera à la consultation de ses prestataires.

La mission se déroulera comme suit :

- 1 réunion de lancement sera organisée dès que l'Urbaniste prestataire du CAUE sera retenu (M0). Cette réunion aura pour objet de préciser les attentes et reformuler la demande de manière à ce que le sujet et la méthode soit partagés par tous.

A cette réunion seront invités, outre les élus et techniciens concernés, les représentants de la DDTM et de l'UDAP.

- 1 réunion intermédiaire sera organisée à M3 pour présentation du points 1, ci-dessus
- 1 réunion intermédiaire sera organisée à M5 pour présentation du points 2, ci-dessus
- 1 réunion finale sera organisée pour présenter la finalisation des scénarios à M6.

ARTICLE 5 : FINANCEMENT DE LA MISSION

Une participation financière est demandée pour la réalisation de cette étude, dans le cadre et l'esprit des principes énoncés par la loi sur l'architecture

Cette participation financière, prise en charge par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, est fixée à la somme de 5000 euros est attribuée au CAUE Var.

ARTICLE 6 : MODALITE DE VERSEMENT

L'étude débutera à la réception de la convention signée et de la notification, et se déroulera sur une durée de 7 (sept) mois. Le versement de la participation, s'effectuera au démarrage de l'étude, sur le compte bancaire du CAUE Var ouvert dans l'établissement Société Générale, sous les références suivantes :

Code banque : 30003, code guichet : 02100, numéro compte : 000 3727 4905, clé RIB : 60.

ARTICLE 7 : RESILIATION

L'inexécution de tout ou partie de la convention par l'une des parties entraînera sa résiliation, elle pourra intervenir sur la demande motivée et notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par l'une ou l'autre des parties contractantes, sans qu'aucune indemnité ne puisse être versée de part et d'autre.

ARTICLE 8 : DROIT APPLICABLE- ATTRIBUTION DE JURIDICTION

La loi française s'applique à la présente Convention.

A défaut d'accord amiable préalable entre les parties, toute contestation relative à l'exécution et/ou à l'interprétation de la présente convention relève de la compétence exclusive des juridictions toulonnaises.

Toulon le, Fait en 3 exemplaires originaux

Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée
Monsieur Hubert FALCO,
Président
Ancien Ministre

Pour la commune de Carqueiranne
Monsieur Arnaud LATIL
Maire

Pour le CAUE VAR
Monsieur Marc LAURIOL
Président
Conseiller Départemental


 CAUE VAR – 26 place Vincent Raspail – 83000 TOULON